

Paul Magnette

Président du PS

DATE

À Monsieur Samuel LEGROS

CNAPD

Par mail : samuel.legros@cnapd.be

Monsieur,

Votre courrier du 18 mars concernant notre positionnement sur le futur de notre Défense a retenu toute mon attention.

Concernant votre question relative au remplacement des F 16, je suis étonné des prises de position prématurées de certains à ce sujet. Le PS ne ferme pas la porte au débat et à la possibilité de consentir les investissements indispensables à notre sécurité et au maintien de la paix, mais ils doivent s'apprécier en fonction des moyens budgétaires disponibles, des options prises par le prochain plan stratégique, que nous appelons de notre vœu, des retombées en termes de création d'emploi et de transferts technologiques.

De manière générale, nous estimons qu'il faut consentir à un investissement de Défense que s'il correspond aux véritables besoins belges et européens en la matière, et certainement pas servir des intérêts stratégiques qui ne sont pas les nôtres.

A cet égard, nous privilégions une approche européenne en la matière. En effet, la Belgique doit poursuivre et renforcer son engagement pour une Europe de la défense qui permette de rationaliser les dépenses militaires tout en gagnant en efficacité et en faisant de l'Europe un acteur diplomatique majeur et fiable à l'échelle mondiale.

Pour le PS, le recours à la force doit toujours constituer la dernière des options et ne peut intervenir qu'une fois tous les autres moyens épuisés,

dans le respect du droit international. Toutes les opérations militaires doivent s'inscrire dans le cadre d'un mandat des Nations Unies et en toute transparence.

L'armée doit pouvoir assumer à la fois des interventions au service de la paix sur des théâtres d'opérations extérieures, mais aussi des missions nationales et européennes d'aide à la population.

Cette volonté nécessite de porter des choix ambitieux et réalistes en termes stratégiques, politiques et budgétaires mais également en termes de ressources humaines. A cet égard, un nouveau plan stratégique 2015-2030 devra fixer un nouveau niveau d'ambition pour notre défense. Et c'est sur cette base que devra s'établir le prochain programme pluriannuel d'investissement et d'équipement.

Il s'agit pour le PS de rétablir l'adéquation entre le niveau de sécurité que nous souhaitons garantir pour notre population et les moyens disponibles en redéfinissant des objectifs ciblés, actualisés et réalistes. Le Parlement devra être associé à ce débat dans la plus grande transparence possible.

En ce qui concerne notre position sur le désarmement nucléaire, le PS partage la vision d'un monde sans armes nucléaires. Nous estimons que le désarmement nucléaire doit être équilibré et que dès lors, la réduction des arsenaux nucléaires ne pourra être le résultat que de négociations multilatérales auxquelles la Belgique devra continuer de participer activement et maintenir sa contribution active pour veiller au respect du traité de non-prolifération nucléaire. Dans ce cadre, le PS propose que notre pays interdise la présence d'armes nucléaires sur son territoire.

Je suis convaincu que notre Défense doit être prise en compte avec tout son potentiel en matière de personnel, de matériel, d'infrastructures, de capacités d'actions. Plutôt que de replier cette force sur elle-même, il faut l'ouvrir au maximum et dégager un ensemble de synergies au profit de la population tout entière et cela pour la paix et la solidarité, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Si vous souhaitez plus de précisions, je vous invite à contacter mon collaborateur, Antonio CACI en charge des questions de défense et de sécurité à l'Institut Emile Vandervelde (antonio.caci@iev.be).

FORMULE DE POLITESSE